



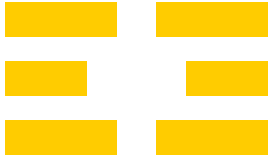
General Electric (GE)

Siège: Massachusetts (Etats-Unis)

Activités: Biens d'équipement

NIVEAU DE RISQUE:

modéré



EVALUATION GLOBALE:

GE sélectionne ses fournisseurs en fonction de leurs politiques LGBTQ mais n'a pas rompu de relations commerciales avec l'un d'entre eux en raison de prises de positions ou de croyances religieuses. GE prend en charge les frais médicaux liés à la transition sexuelle de ses employés et de leurs enfants. GE finance le *Planning Familial* et est une entreprise partenaire de la NGLCC. GE est membre de la *Business Coalition for the Equality Act* et a fait une déclaration pour s'opposer à la réforme électorale de l'Etat de Géorgie. Toutefois, GE protège la liberté d'opinion de ses employés et ne traite pas défavorablement les dons aux organisations confessionnelles.

Pour ces raisons, nous estimons modéré le niveau de risque de General Electric.

Activisme de l'entreprise

Refus de service aux clients, aux fournisseurs ou aux revendeurs en raison de leurs opinions politiques ou de leurs croyances religieuses OU boycott, désinvestissement ou sanctions de régions, de groupes, d'individus ou d'industries.



Risque modéré

GE a obtenu la note de 90 sur l'indice *Corporate Equality* de la *Human Right Campaign*. Cela signifie, entre autres, que GE s'engage à sélectionner ses fournisseurs en fonction de leurs politiques LGBTQ (1). La société n'a pas publiquement rompu de relations commerciales avec des clients ou des fournisseurs en raison de leurs opinions politiques ou de leurs croyances religieuses.

Politique de dons caritatifs (y compris les programmes d'abondement des employés) discriminatoires à l'encontre de certaines organisations en raison d'opinions ou de croyances religieuses.



Risque élevé

GE n'abonde pas les dons de ses collaborateurs aux églises et aux organisations religieuses (1).

Politique d'embauche ne protégeant pas les employés contre la discrimination fondée sur leur affiliation politique/leurs opinions et/ou la religion.



Risque faible

GE protège ses employés contre les discrimination liées aux divergences d'opinion (1).

Gouvernance d'entreprise et politiques publiques

Utilisation de la renommée de l'entreprise pour soutenir des causes et/ou des organisations hostiles à la liberté d'expression.



Risque modéré

GE est membre de la *Business Coalition for the Equality Act* et a fait une déclaration pour s'opposer à la réforme électorale de l'Etat de Géorgie (1)(2). Le PDG de GE est membre de la *Business Roundtable* (3). La fiche de GE sur le site du HRC montre que l'entreprise prend en charge les frais médicaux liés à la transition sexuelle de ses employés et de leurs enfants (4)(5).

Utilisation des fonds de l'entreprise pour promouvoir des causes idéologiques, des organisations ou des politiques hostiles à la liberté d'expression.



Risque élevé

GE permet à ses collaborateurs de donner au *Planning Familial* directement en déduction de leurs revenus et est partenaire de la *NGLCC* (1)(2). GE continue de faire des dons au *Planning Familial* par le biais de dons à *United Way* (3)(4). Selon ses rapports annuels internes et ses rapports sur le développement durable, GE ne fait actuellement aucun don à des groupes idéologiques, y compris au *Planning Familial* (5)(6).

Utilisation des fonds de l'entreprise à des fins idéologiques sans rapport avec l'activité de l'entreprise.



Risque faible

GE n'a pas utilisé ses dons aux PAC à des fins idéologiques et exerce son lobbying conformément à ses intérêts commerciaux (1)(2).

GENERAL ELECTRIC EN FRANCE ET EN EUROPE:

GE a pour ambition d'ouvrir la voie à la neutralité carbone en Europe. En effet, pour GE, la lutte pour le climat est une priorité. Ainsi, elle propose des solutions pour favoriser l'utilisation d'énergie renouvelable et de gaz en Europe (1). Dès 2015, et sous l'impulsion de la présidente de GE France, Clara Gaymard, l'entreprise met en place un certain nombre de dispositifs pour valoriser les femmes : le *Women's Network* dédié aux femmes, l'animation du *Cercle InterElles* pour favoriser la mixité et l'accèsion des femmes à des postes de décision et le lancement de l'*Alliance GLBTA* (Gay, Lesbian, Bisexual and Transgender and Ally) (2).